

73RD **FIFA**[®] CONGRESS 2023

10. Proposals duly submitted by the member associations within the period stipulated in art. 28 par. 1 of the FIFA Statutes

10. Propositions dûment soumises par les associations membres dans les délais prévus par l'art. 28, al. 1 des Statuts de la FIFA

10. Propuestas debidamente presentadas por las federaciones miembro dentro del periodo estipulado en el art. 28, apdo. 1 de los Estatutos de la FIFA



English

The following proposal has been submitted by the Norwegian Football Association:

Proposal by the Norwegian Football Association requesting an update on FIFA's responsibilities and policies regarding human rights in relation to FIFA tournaments

Please see below a full text of the proposal.

The Norwegian Football Association welcomes the progress that FIFA has made in outlining its human rights responsibilities in recent years, particularly in its Human Rights Policy and the joint Sustainability Strategy for the 2022 World Cup. The Norwegian Football Association also welcomes the progress that has been made in improving labour standards on official World Cup sites and contributing to reforming labour laws in Qatar. While it acknowledges the progress made, there is still ongoing criticism that remedy in football is not yet on a par with international standards.

The human right to remedy is a key pillar of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, FIFA's own Human Rights Policy and its joint Sustainability Strategy for Qatar 2022. Paragraph 6 of FIFA's Human Rights Policy states FIFA's commitment to "providing for or cooperating in remediation where it has caused or contributed to adverse human rights impacts and will seek to promote or cooperate in access to remediation where it is otherwise linked to adverse impacts through its relationships with third parties, including by exploring all options available to it". This commitment is further defined in pillar III, "Protect and remedy", of FIFA's overall human rights approach, which states that "FIFA helps protect those who advocate respect for human rights associated with its activities and is committed to contributing to providing remedy where individuals have been adversely affected by activities associated with FIFA".

It is important that the football community can demonstrate commitment and compliance with its Human Rights Policy, now and in the future. A true human rights legacy for this specific tournament, and for the future of football, lies in full implementation of its human rights commitments, including remediation. The Norwegian Football Association is aware that Qatar established its own compensation fund in 2018 and that since it became operational in 2020 this has largely been used to reimburse unpaid wages. However, the Norwegian Football Association knows that currently, this is neither accessible to workers who have left the country nor able to support families of workers who have died because those deaths were not investigated.

The Norwegian Football Association requests from FIFA a commitment to assess whether it has fulfilled its responsibility to remedy related to the 2022 World Cup, including an investigation into World Cup-related deaths and injuries, and if not, how this responsibility can be fulfilled. The Norwegian Football Association also requests that FIFA commit to ensuring that remedy is a key aspect of its human rights strategy and implementation plan for all future tournaments.

Specifically in relation to the 2023 FIFA Congress, the Norwegian Football Association calls on FIFA to include an item on the agenda to report on and discuss FIFA's responsibilities to remedy human rights abuses. In particular, the Norwegian Football Association kindly requests that the agenda point includes:

- *A discussion of FIFA's responsibility to remedy in relation to the 2022 World Cup in Qatar, concluding in a commitment by FIFA to mandate the Human Rights and Social Responsibility Sub-Committee with a transparent assessment and public report into whether this responsibility has been fulfilled, and if not, how it can be fulfilled (for example, through the 2022 Legacy Fund).*
 - *A discussion of how FIFA will fulfil its responsibility to remedy in future tournaments, concluding in a commitment by FIFA to establish permanent and transparent remediation mechanisms in line with FIFA's Human Rights Policy and principle 31 of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, to ensure remedy for human rights abuses connected with FIFA's operations in future tournaments (e.g. through tournament legacy funds).*
-

Français

La proposition suivante est soumise par la Fédération Norvégienne de Football :

Proposition de la Fédération Norvégienne de Football demandant un point sur les responsabilités et les politiques de la FIFA concernant les droits de l'homme en relation avec les tournois de la FIFA

Veillez trouver ci-dessous le texte complet de la proposition.

La Fédération Norvégienne de Football salue les progrès réalisés par la FIFA dans sa reconnaissance des responsabilités qui lui incombent en matière de droits humains, notamment à travers sa politique en matière de droits de l'homme et sa stratégie conjointe de développement durable pour la Coupe du Monde 2022. Elle reconnaît également les avancées réalisées en matière de conditions de travail sur les sites officiels de la Coupe du Monde ainsi que la contribution de la FIFA à la réforme du droit du travail qatarien. Malgré ces progrès, les mesures de réparation proposées dans le monde du football font encore l'objet de critiques car elles ne sont pas encore en phase avec les normes internationales en la matière.

Le droit à réparation constitue l'un des piliers des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de la politique de la FIFA en matière de droits de l'homme et de sa stratégie de développement durable de la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022. D'après l'alinéa 6 de la politique de la FIFA en matière de droits de l'homme, « [la] FIFA s'engage à fournir les mesures correctives ou à collaborer à en trouver lorsqu'elle a causé ou contribué à causer des incidences négatives sur les droits de l'homme ; en explorant toutes les options disponibles, elle cherchera par ailleurs à promouvoir et faciliter l'accès aux dites mesures correctives si des incidences négatives sur les droits de l'homme découlent de ses relations avec des tiers. » Cet engagement est détaillé dans le troisième pilier de son approche en matière de droits de l'homme, « Protection et solution », qui dispose que « la FIFA concourt à protéger ceux qui promeuvent les droits de l'homme associés à ses activités, et s'engage à contribuer à trouver des mesures de réparation lorsque des personnes ont été négativement affectées par des activités associées à la FIFA. »

Aujourd'hui comme demain, le monde du football se doit de réaffirmer son engagement vis-à-vis de sa politique en matière de droits de l'homme, ainsi que la conformité de ses activités. Pour garantir l'héritage de cette compétition et l'avenir du football en général, il est essentiel de mettre en pratique l'ensemble de ces engagements en matière de droits humains, notamment sur le plan de la réparation. La Fédération Norvégienne de Football a pleinement conscience de l'existence du fonds d'indemnisation créé en 2018 par l'État qatarien, opérationnel depuis 2020, qui a notamment permis de rembourser des salaires impayés. Cependant, elle sait également que ce mécanisme n'est pas accessible aux travailleurs ayant quitté le territoire, ni aux familles des travailleurs décédés dont la cause du décès n'a pas fait l'objet d'une enquête.

La Fédération Norvégienne de Football demande à la FIFA de s'engager à évaluer dans quelle mesure elle s'est acquittée de ses obligations en matière de réparation relatives à la Coupe du Monde 2022, notamment l'ouverture d'une enquête sur les décès et blessures survenus dans le cadre de l'événement et, à défaut, la conduite d'une réflexion sur les moyens de s'acquitter de cette responsabilité. La Fédération Norvégienne de Football demande également à la FIFA de s'engager à faire des mesures de réparation un aspect central de sa stratégie en matière de droits humains et de ses projets en lien avec les prochaines compétitions.

Dans le cadre du Congrès de la FIFA 2023, la Fédération Norvégienne de Football demande à la FIFA d'ajouter à l'ordre du jour un compte rendu et une discussion au sujet des responsabilités de la FIFA concernant les mesures de réparation en cas de violation des droits humains. La Fédération Norvégienne de Football propose d'inclure à l'ordre du jour les points suivants :

- Discussion au sujet des responsabilités de la FIFA en matière de réparation en lien avec la Coupe du Monde 2022 au Qatar, amenant la FIFA à s'engager à confier à la sous-commission des Droits humains et de la Responsabilité sociale l'organisation d'une enquête transparente et la rédaction d'un rapport public indiquant dans quelle mesure lesdites obligations ont été remplies et, si tel n'est pas le cas, comment elles peuvent l'être (par exemple, via le fonds d'héritage 2022).*
- Discussion sur les modalités à mettre en place lors des futures compétitions pour garantir un respect des obligations incombant à la FIFA, amenant la FIFA à s'engager à instaurer des mécanismes de réparation conformes à sa politique en matière de droits de l'homme et au principe 31 des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies, afin de garantir la mise en place de mesures de réparation en cas de violation des droits humains en lien avec les futures compétitions (par exemple, via le fonds d'héritage de ladite compétition).*

Español

La siguiente propuesta ha sido presentada por la Federación Noruega de Fútbol:

Propuesta de la Federación Noruega de Fútbol por la que solicita que se proporcione información actualizada sobre las responsabilidades y políticas de la FIFA con respecto a los derechos humanos en relación con los torneos de la FIFA

A continuación figura el texto íntegro de la propuesta:

La Federación Noruega de Fútbol celebra los progresos que ha efectuado la FIFA en los últimos años a la hora de definir sus responsabilidades en relación con los derechos humanos, especialmente en su Política de Derechos Humanos y en la Estrategia de sustentabilidad de la Copa Mundial de la FIFA 2022 conjunta. De igual modo, la Federación Noruega de Fútbol celebra los progresos alcanzados en la mejora de los estándares laborales en las sedes oficiales de la Copa Mundial de la FIFA, así como la contribución realizada a la reforma de la legislación laboral de Catar. Aunque reconoce los progresos conseguidos, continúan surgiendo voces críticas que afirman que los mecanismos de reparación en el mundo del fútbol siguen sin estar a la par de los estándares internacionales.

El derecho humano a la reparación constituye un pilar fundamental de los Principios rectores de las Naciones Unidas sobre las empresas y los derechos humanos, la Política de Derechos Humanos de la FIFA y la Estrategia de sustentabilidad de la Copa Mundial de la FIFA 2022 conjunta. El apartado 6 de la Política de Derechos Humanos de la FIFA indica que la FIFA se compromete «a reparar o contribuir a reparar las consecuencias negativas sobre los derechos humanos que haya causado o contribuido a causar, y seguirá velando por promover o colaborar para ofrecer acceso a tales remedios cuando participe de cualquier otra manera en la generación de consecuencias negativas a través de sus relaciones con terceros, incluyendo la investigación de todas las opciones disponibles». Estos compromisos se describen más detalladamente en el pilar III («Protección y remedio») de la postura general de la FIFA en materia de derechos humanos, que establece que «la FIFA protege a quienes abogan por el respeto a los derechos humanos en relación con sus actividades, y está comprometida a contribuir a ofrecer remedio a quienes se vean negativamente afectados por las actividades asociadas con la FIFA».

Es importante que la comunidad futbolística pueda demostrar el compromiso con su Política de Derechos Humanos y su cumplimiento, tanto ahora como en el futuro. Por lo que respecta a los derechos humanos, la existencia de un legado duradero para esta competición en concreto y para el futuro del fútbol depende de la implementación sin paliativos de sus compromisos con tales derechos, incluido el derecho a la reparación. La Federación Noruega de Fútbol sabe que Catar estableció su propio fondo de indemnización en 2018 y que, desde su puesta en marcha en 2020, se ha utilizado en gran medida para reembolsar salarios impagados. Sin embargo, la Federación Noruega de Fútbol es consciente de que, actualmente, este fondo no es accesible para aquellos trabajadores que han salido del país ni sirve para ayudar a las familias de los trabajadores fallecidos cuyas muertes no llegaron a investigarse.

La Federación Noruega de Fútbol solicita a la FIFA el compromiso de evaluar si ha cumplido con su responsabilidad en cuanto a los mecanismos de reparación relacionados con la Copa Mundial de la FIFA 2022, incluida la investigación de la muertes y lesiones relacionadas con la competición y, en caso contrario, estudiar cómo cumplir con dicha responsabilidad. De igual modo, la Federación Noruega de Fútbol solicita a la FIFA que se comprometa a asegurar que los mecanismos de reparación constituyan un aspecto clave de su estrategia en materia de derechos humanos y su plan de implementación para los futuros torneos.

De cara al Congreso de la FIFA de 2023, la Federación Noruega de Fútbol solicita a la FIFA que incluya un punto en el orden del día para informar sobre sus responsabilidades a la hora de proporcionar mecanismos de reparación ante los abusos contra los derechos humanos. En concreto, la Federación Noruega de Fútbol solicita que el citado punto en el orden del día incluya:

- Un debate sobre la responsabilidad de la FIFA con respecto a la reparación relacionada con la Copa Mundial de la FIFA 2022 disputada en Catar, que concluya con el compromiso de la FIFA de encargar a la Subcomisión de Derechos Humanos y Responsabilidad Social una evaluación transparente y un informe público que determinen si dicha responsabilidad se ha satisfecho y, en caso contrario, cómo se puede satisfacer (por ejemplo, mediante el Fondo del Legado de 2022).*
- Un debate sobre cómo la FIFA cumplirá su responsabilidad con respecto a la reparación en futuras competiciones, que concluya con el compromiso de la FIFA de establecer mecanismos de reparación permanentes y transparentes, de conformidad con la Política de Derechos Humanos de la FIFA y el principio 31 de los Principios rectores de las Naciones Unidas sobre las empresas y los derechos humanos, a fin de asegurar la existencia de mecanismos de reparación que aborden los abusos contra los derechos humanos relacionados con las operaciones de la FIFA en futuras competiciones (por ejemplo, mediante los correspondientes fondos del legado).*



Fatma Samoura
Secretary General

Oslo, January 16, 2023

Dear Madame Secretary General,

The Football Association of Norway is looking forward to the upcoming FIFA Congress 16 March 2023 in Kigali, Rwanda. According to the FIFA Statutes any proposal that a member association wishes to submit to the Congress shall be sent to the general secretariat in writing at least two months before the date of the Congress.

We kindly ask for the following proposal to be added to the agenda.

Proposal and Explanation: Remedy in International Football - Compliance with paragraph 6 of FIFAs Human Rights Policy

We welcome the progress that FIFA has made in outlining its human rights responsibilities in recent years, particularly in its Human Rights Policy and the joint Sustainability Strategy for the 2022 World Cup. We also welcome the progress that has been made in improving labour standards on official World Cup sites and contributing to reforming labour laws in Qatar. While we acknowledge the progress made, there is still ongoing criticism that remedy in football is not yet on par with international standards.

The human right to remedy is a key pillar of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, FIFA's own Human Rights Policy and its joint Sustainability Strategy for Qatar 2022. Paragraph 6 of FIFA's Human Rights Policy states FIFA's commitment to "providing for or cooperating in remediation where it has caused or contributed to adverse human rights impacts and will seek to promote or cooperate in access to remediation where it is otherwise linked to adverse impacts through its relationships with third parties, including by exploring all options available to it". These commitments are further defined in pillar III, "Protect and remedy", of FIFA's overall human rights approach, which states that "FIFA helps protect those who advocate respect for human rights associated with its activities and is committed to contributing to providing remedy where individuals have been adversely affected by activities associated with FIFA".

It is important that we as a football community can demonstrate commitment and compliance with our Human Rights Policy, now and in the future. A true human rights legacy for this specific tournament, and for the future of football, lies in full implementation of our human rights commitments, including remediation. We are aware that Qatar established its own compensation fund in 2018 and that since it became operational in 2020 this has largely been used to reimburse unpaid wages. However, we also know that currently this is not accessible to workers who have left the country, nor able to support families of workers who have died because those deaths were not investigated.

We request from FIFA a commitment to assess whether it has fulfilled its responsibility to remedy related to the 2022 World Cup, including an investigation into World Cup related deaths and injuries, and if not, how this responsibility can be fulfilled. We also request that FIFA commit to ensuring that remedy is a key aspect of its human rights strategy and implementation plan for all future tournaments.



Specifically in relation to the 2023 FIFA Congress, we call on FIFA to include an item on the agenda to report on and discuss FIFA's responsibilities to remedy human rights abuses. In particular, we kindly request that the agenda point includes:

- A discussion of FIFA's responsibility to remedy in relation to the 2022 World Cup in Qatar, concluding in a commitment by FIFA to mandate the Human Rights and Social Responsibility Sub-Committee with a transparent assessment and public report into whether this responsibility has been fulfilled, and if not, how it can be fulfilled (for example, through the 2022 Legacy Fund).*
- A discussion of how FIFA will fulfil its responsibility to remedy in future tournaments, concluding in a commitment by FIFA to establish permanent and transparent remediation mechanisms in line with FIFA's Human Rights Policy and principle 31 of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, to ensure remedy for human rights abuses connected with FIFA's operations in future tournaments (e.g., through tournament legacy funds).*

Kind regards,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Lise Klaveness'.

Lise Klaveness
President

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Karl-Petter Løken'.

Karl-Petter Løken
General Secretary